

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JANVIER 1926.

Projet de loi approuvant l'accord conclu à Washington le 18 août 1925, pour le remboursement des dettes de la Belgique envers les États-Unis d'Amérique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. JASPAR.

MESSIEURS,

L'annonce de la réclamation formulée, le 22 avril 1925, par le Gouvernement des États-Unis au Gouvernement belge d'un règlement ou d'une consolidation prochaine des obligations contractées par celui-ci causa, en Belgique, une vive émotion.

L'apparition brusque d'une dette extérieure importante dont, à tort d'ailleurs, le pays se croyait libéré, l'heure difficile choisie par le créancier, l'ordre donné par celui-ci de subordonner l'émission de l'emprunt négocié avec les banquiers américains à la reconnaissance pure et simple de la créance avec promesse de la consolider à bref délai, surtout l'absence de documentation précise sur le caractère juridique et la nature diverse des engagements souscrits, tout concourait à désorienter l'opinion et à irriter les esprits. Aussi est-ce avec raison que l'exposé des motifs du projet s'est attaché à éclairer le Parlement sur les questions essentielles qu'il pose, et il n'est pas superflu, au risque de se répéter, d'y attirer une fois de plus l'attention.

(1) Projet de loi, n° 15.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Brunet, était composée :

a) des membres de la Commission permanente des Budgets, des Finances et des Économies : MM. Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hallet, Hoen, Jaspas, Merlot, Pecher, Pismier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwermans;

b) des six membres désignés par les sections : MM. Carton de Wiart, Fieullien, Piérard, Lepage, Jaspas et Hoen.

1. Tout d'abord, il faut retenir que, sur un total de 377,029,742.07 dollars réclamés en principal, la majeure partie, soit : 205,249,742,07 dollars, ne pouvait donner lieu à la moindre critique. Cette partie représentait, en effet, ou des emprunts contractés après l'armistice et dont le produit fut versé dans les recettes du budget belge, ou des achats de marchandises dont le prix n'avait pas été payé. Il va de soi que la Belgique ne songea jamais à contester qu'elle dût acquitter pareilles dettes, avec les intérêts normaux, exactement comme elle régla celles qu'elle avait assumées envers d'autres gouvernements étrangers. Pour certaines d'entre elles d'ailleurs, les intérêts étaient régulièrement payés et, de plus, le Gouvernement belge s'était engagé, le 14 février 1919, à rembourser les avances de la Trésorerie américaine depuis l'armistice sur les premiers versements effectués par l'Allemagne. C'était donc par une erreur évidente que d'aucuns croyaient que la réclamation américaine était relative tout entière à la dette de guerre prévue à l'article 232 du Traité de Versailles, alors que cette dernière n'atteignait pas la moitié de cette réclamation.

2. D'autre part, les deux créances, antérieure et postérieure à l'armistice, étaient représentées par des bons, souscrits par le Gouvernement belge au bénéfice de la Trésorerie américaine, payables à vue et portant intérêt. Ces bons constituent une reconnaissance tout à fait normale de l'une et l'autre dette et leur délivrance comme leur conservation par les États-Unis assuraient à ceux-ci un titre régulier. Celui-ci, en cas de ratification de l'accord actuel, sera remplacé par de nouveaux bons conformes à ses stipulations.

3. Il n'est pas inutile de rappeler que, dans la dette de guerre belge, la part américaine est de beaucoup la moins forte. A l'armistice, cette dette se décomposait à peu près comme suit :

La Belgique devait :

A la France	534,610,000 dollars.
A la Grande-Bretagne	422,269,000 id.
Aux États-Unis	171,780,000 id.
TOTAL.	1,128,659,000 dollars

(ce qui, calculé en francs belges au taux actuel, ferait 24 milliards 839 millions 498,000 francs).

De cette somme énorme, il nous a été fait remise, en exécution de l'engagement signé à Paris, le 16 juin 1919, par MM. Clémenceau, Lloyd George et le Président Wilson, de 956,879,000 dollars (ou 21 milliards 051,338,000 francs), la France et la Grande-Bretagne nous en ayant donné quittance, sauf à elles à les réclamer à l'Allemagne.

Et il convient une fois de plus à ce propos de rendre hommage à nos fidèles amis et alliés qui ont ainsi scrupuleusement rempli envers nous l'engagement pris en leur nom par leurs plénipotentiaires.

Il s'ensuit que, sur une dette de guerre totale de 24 milliards 840 mil-

lions environ, seule la plus faible partie : 171,780,000 dollars ou 3 milliards 779,160,000 francs, c'est-à-dire moins du sixième, nous était réclamée.

De plus, ainsi que le démontre l'exposé des motifs, l'accord de Washington, par l'octroi de longs délais de paiement sans intérêts réduit cette somme à une valeur actuelle de 48,500,000 dollars ou 1 milliard 67 millions de francs.

En résumé donc, de sa dette de guerre totale de 24 milliards 840 millions de francs environ, la Belgique est, en dernière analyse, exposée à devoir supporter 1 milliard 67 millions de francs, sauf, bien entendu, à récupérer cette somme à charge de l'Allemagne, en exécution du plan Dawes.

4. Le règlement de la dette américaine était indispensable. Le problème des dettes interalliées pèse sur tous depuis la fin de la guerre. Il compromet le rétablissement des relations économiques normales entre les peuples, retarde par suite la reconstruction du monde et entrave gravement la restauration fiscale des pays qui n'y ont pas encore procédé. Pour nous ce règlement était évidemment préalable à toute politique d'assainissement monétaire, pareil assainissement ne pouvant se concevoir sans la consolidation d'une lourde dette extérieure exigible à tout moment.

Ces quatre remarques préliminaires faites, il y a lieu d'examiner si les conditions de l'accord conclu le 18 août 1923, à Washington, sont satisfaisantes.

. . .

Il importe, à cet égard, de distinguer entre la dette d'après-guerre et l'autre.

I. — *Dette d'après guerre.*

Sur ce point, c'est-à-dire, rappelons-le, sur plus de la moitié (55 %) de la dette totale, aucun doute n'est possible :

1° Les engagements contractés par nous envers les Etats-Unis depuis l'armistice ont été considérablement réduits par la remise des intérêts arriérés et la réduction du taux des intérêts à venir.

Ces engagements comportaient un intérêt de 5 %. Ce chiffre descend, pour les intérêts arriérés, à 4 1/4 % du 15 mai 1919 au 15 décembre 1922 et à 3 % du 15 décembre 1922 au 15 juin 1923, soit une réduction de 16 millions de dollars (ou francs : 352 millions) ;

Pour l'avenir, le taux de 5 %, qui est inscrit sur nos bons actuels, est ramené à un chiffre moyen de 4.35 % pendant dix ans, soit une diminution de 40 millions de dollars (ou francs : 880 millions). A partir de la onzième année, l'intérêt est de 3 1/2 %.

Bref, l'accord diminue notre dette d'après-guerre, incontestée et incontestable, de 56 millions de dollars ou 1 milliard 232 millions de francs.

Le total de cette dette est ainsi ramené, capital et intérêts compris, à 246 millions de dollars.

Il y a lieu de remarquer que ces réductions d'intérêts dépassent celles autorisées par les décisions du Congrès américain des 9 février 1922 et 28 février 1923.

2° Cette somme est payable en 62 ans, à dater du 15 juin 1926, suivant une échelle progressive, de manière à reporter à la fin les annuités les plus fortes, la première étant de 1,100,000 dollars, la dernière (échéant en 1987) de 9,600,000 dollars.

Le délai stipulé est conforme à celui qui figure dans l'arrangement conclu par le Gouvernement américain avec la Grande-Bretagne, le 18 juin 1923, ainsi qu'avec la Pologne, la Finlande, la Lithuanie et la Hongrie, antérieurement à notre propre accord. La progressivité des annuités a pour effet de reporter la part la plus lourde de la charge après la période jugée nécessaire pour notre complète restauration.

3° Le Gouvernement des États-Unis a renoncé au privilège qui lui avait été accordé sur la priorité belge, privilège dont il n'avait d'ailleurs jamais usé depuis 1919.

Il y a lieu enfin de signaler qu'aux termes de l'article 2 de l'accord, les paiements venant à échéance sur le principal après le 15 juin 1923 peuvent, dans certaines conditions, être postposés de deux ans au plus et que la Belgique est autorisée à se libérer anticipativement.

Ces conditions de remboursement étaient les plus favorables que le Gouvernement américain eût faites à ses débiteurs avant le 18 août 1925. Elles apparaissent comme satisfaisantes.

II. — Dette de guerre.

L'accord en fixe le montant à 171,780,000 dollars en principal au 15 avril 1919. Dans ce chiffre sont compris les intérêts échus à cette dernière date.

L'Exposé des motifs fait observer avec raison que ces intérêts conventionnellement stipulés à 5 %, du 15 juin 1919 au 15 juin 1925, représentent 50 millions de dollars auxquels le Gouvernement américain a renoncé; il a renoncé également à tout intérêt pour l'avenir ce qui, si l'on tient compte de l'échelle des paiements, porte la diminution à 123,000,000 de dollars ou 17.7 %.

Le total de la dette est ramené ainsi de 171,780,000 dollars à 48,500,000 dollars, ou en francs belges de 3,779,160,000 francs à 1,067,000,000 francs.

Mais, si appréciable que soit la réduction, ce chiffre reste élevé, surtout pour un débiteur à qui tout permettait d'espérer que plus rien ne lui serait demandé de ce chef. Les conditions dans lesquelles la Belgique signa le Traité de Versailles, l'engagement pris par le Président Wilson le 16 juin 1919, l'attitude adoptée par le peuple américain vis-à-vis du peuple belge pendant et après la guerre, concouraient légitimement à donner à celui-ci la ferme conviction que ses amis d'outremer observeraient à son égard la même attitude que la France et la Grande-Bretagne; cependant, ne l'oublions pas, ces dernières étaient garantes de la neutralité qu'elles avaient imposée à la Belgique en 1839 et de l'inviolabilité de son territoire, obligations qui n'ont jamais incombé aux États-Unis.

Mais le désaveu infligé par le Congrès américain au Président Wilson, la non ratification du Traité de Versailles et des actes qui s'y rattachent, la création, le 9 février 1922 de la « World War Foreign Debt Commission », enfin,

l'incessante pression exercée par l'opinion publique américaine dans la question des dettes interalliées avaient rendu de plus en plus certaine l'impossibilité pour le Gouvernement des États-Unis de consentir une remise totale. Il convient au sujet de la dette de guerre de ne pas perdre de vue les points suivants :

1° La lettre du 16 juin 1919 porte ce qui suit : « Chacun des soussignés recommandera à l'organisme gouvernemental compétent de son Gouvernement que, après remise de ces bons (à signer par l'Allemagne) à la Commission des Réparations, ce Gouvernement accepte une part de ces bons correspondant aux sommes que la Belgique lui a empruntées depuis la guerre, ce, jusqu'au 11 novembre 1918, y compris l'intérêt de ces sommes à 5 %, à moins que cet intérêt n'y soit déjà inclus, et ce, à titre de satisfaction par la Belgique des obligations qu'elle a contractées par ces emprunts, ces obligations se trouvant de ce fait annulées ».

Ainsi qu'on le voit, les signataires s'engageaient à « recommander » à leur gouvernement d'accepter, en paiement des obligations contractées par la Belgique, des bons de même import souscrits par l'Allemagne.

2° Par application de l'article 4 de l'accord relatif à la répartition des annuités du plan Dawes, signé à Paris le 14 janvier 1925 par les représentants des Gouvernements belge, britannique, français, des États-Unis d'Amérique, italien, japonais, brésilien, grec, polonais, portugais, roumain, serbe-croate-slovène et tchéco-slovaque, l'Allemagne doit nous payer, en surplus des réparations, certaines sommes que nous devons nous-mêmes aux États-Unis d'Amérique. Le premier versement annuel a été régulièrement opéré en 1925.

Ainsi que le dit l'Exposé des motifs, les paiements à faire aux États-Unis sont inférieurs aux sommes prévues à l'article 4 précité, et ce pendant toute la durée de l'accord de Washington. En effet, les engagements allemands sont de 1,378.000 dollars en 1926, 1,589,000 dollars en 1927, 2,553,000 dollars en 1928, 3,323,000 dollars en 1929, et dans la suite; tandis que, d'après l'accord de Washington, les annuités dues par la Belgique aux États-Unis, du chef de la dette de guerre, sont de 1,000,000 de dollars en 1926 et 1927, 1,250,000 dollars en 1928, 1,750,000 dollars en 1929, 2,250,000 dollars en 1930, 2,750,000 dollars en 1931 et 2,900,000 dollars en 1932 et dans la suite.

Si donc l'Allemagne exécute fidèlement le plan Dawes, l'accord de Washington ne nous placera pas dans une position plus mauvaise, au contraire, que celle qui nous était assurée par la lettre du 16 juin 1919.

Certes, celle-ci avait l'avantage de nous dégager entièrement, tandis que l'accord du 18 août 1925 nous laisse débiteurs et nous courons le risque de l'insolvabilité ou du refus de l'Allemagne. Et, à cet égard, il eut été heureux et juste que l'accord, prévoyant cette éventualité, eût stipulé formellement qu'en ce cas, il y aurait lieu à révision. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que le memorandum américain du 31 mai 1925 envisage la situation fiscale et économique de la Belgique comme un facteur important et que le Gouvernement américain n'a cessé de dire qu'il entendait traiter séparément avec ses débiteurs, parce que, dans chaque cas, il désirait s'inspirer de leurs possibilités. Le secrétaire du Trésor,

M. Mellon, l'a répété hier encore, dans son rapport à la Commission des Finances de la Chambre des Représentants sur les arrangements relatifs aux dettes interalliées. D'autre part, il n'est pas douteux que les « recommandations » prévues à la lettre du 16 juin 1919 ont exercé une influence morale sérieuse sur les négociations relatives au règlement de la dette de guerre. Dès lors, si l'Allemagne venait un jour à ne plus exécuter le plan Dawes, la situation économique belge s'en trouverait gravement modifiée et la revision de l'accord de Washington devrait nécessairement s'en suivre. Au surplus, pareille inexécution causerait un tel trouble dans le monde et entraînerait une si profonde répercussion économique et politique que tous les accords relatifs aux dettes interalliées, et bien d'autres traités plus graves encore, seraient nécessairement remis en question.

3° L'avis a été émis que l'accord de Paris du 14 janvier 1925 avait modifié la situation de la Belgique envers les États-Unis. Ceux-ci, a-t-on fait observer, n'étaient pas partie au traité de Londres qui, le 30 août 1924, a entériné le plan Dawes. Mais à Paris, en 1925, il étaient officiellement représentés. A l'article 4 de cet accord, qui règle le sort de la dette belge, on prévoit qu'une partie de l'annuité allemande reviendra, de ce chef, aux États-Unis; donc, concluait-on, ceux-ci ont accepté la novation.

Ce raisonnement est contraire au texte précis de l'article 4 dont il s'agit. Celui-ci, en effet, dit qu'à partir du 1^{er} septembre 1926, 5 % des sommes disponibles au cours d'une année quelconque, après prélèvement d'une série de priorités, seront affectés au remboursement de la dette de guerre belge et répartis entre les Puissances intéressées en proportion de leur dû. En attendant le règlement définitif des comptes, ajoute-t-il, la France recevra 46 %, la Grande-Bretagne, 42 %, et la Belgique (à raison de sa dette envers les États-Unis d'Amérique) 12 %. Ces termes, loin de contredire la prétention américaine, la confirment, puisqu'ils impliquent que la dette de guerre de la Belgique envers les États-Unis continue à subsister.

* .

Avant l'accord de Washington, notre obligation totale, dettes de guerre et d'après-guerre comprises, était de 484 millions de dollars à 5 %, immédiatement exigibles; après l'accord, elle est réduite à 193 millions de dollars (valeur actuelle) et son paiement s'espacera sur 62 années.

Dans les conditions qui leur étaient créées, ce résultat constitue pour nos négociateurs MM. Cattier, Francqui et Theunis, et leurs collaborateurs un succès appréciable; la Commission a été unanime à les remercier et à les féliciter de leurs efforts soutenus et de leur dévouement patriotique.

* .

Cependant, tel qu'il est, ce résultat n'impose-t-il pas au pays, spécialement en ce qui concerne les transferts à opérer à l'étranger, une charge trop lourde? L'exposé des motifs, contresigné par M. le Ministre des Finances, répond négativement à cette grave question.

Pour l'année 1925, aucune charge budgétaire nouvelle, dit-il, ne résultera de l'accord de Washington, ainsi que l'établit le tableau des versements. En 1926,

l'insuffisance sera de 125,030 dollars, en 1927 de 646,230 dollars, en 1928 il y aura un excédent. C'est à partir de 1931 que les sommes à trouver prennent plus d'importance, et ce jusqu'à la quatorzième année, à dater de laquelle les disponibilités suffiront. Pendant sept ans donc, de 1931 à 1938 inclus, il y aura lieu de s'assurer des ressources permettant le transfert à l'extérieur d'une annuité variant entre 1,230,570 et 4,000,000 de dollars. En s'en tenant à ces chiffres, il ne semble pas que l'accord soit de nature à entraîner, par les versements qu'il nous oblige à faire à l'extérieur, une perturbation trop forte de notre balance des comptes.

* * *

Une dernière question a été posée. On s'est demandé si nous n'avions pas eu tort de négocier avant d'autres, si la Belgique venant après ceux-ci, n'aurait pas obtenu des avantages plus grands encore, et si la crainte de se voir opposer un précédent trop généreux n'a pas dès lors limité les concessions que les négociateurs américains eussent été disposés à consentir. Et l'on a même ajouté que, depuis notre accord, une autre puissance avait obtenu un meilleur traitement que nous.

Cette observation ne semble pas fondée.

Nous croyons que le Gouvernement belge, à qui d'ailleurs le choix n'avait pas été laissé, a bien fait de ne pas retarder la solution. La rapidité avec laquelle il a traité l'a bien servi. Le crédit du pays, si nécessaire à notre rétablissement financier, s'en est heureusement ressenti et c'est là un facteur dont l'importance ne pourrait être assez appréciée.

D'autre part, si l'on compare notre accord à ceux qui ont été conclus depuis, on constate ce qui suit :

Deux pays ont, depuis août 1925, réglé avec les États-Unis la question de leur dette, la Roumanie et l'Italie.

L'accord roumain est calqué sur le plan anglais et cela suffit à démontrer que les conditions en sont moins favorables que les nôtres. La dette de la Roumanie était d'ailleurs de 36 millions de dollars seulement, c'est-à-dire moins du dixième de la nôtre; et 65 % de cette dette était une dette de guerre (chez nous, 45 %). Cependant, alors que nous n'avons pas d'intérêts à payer pour notre dette de guerre, la Roumanie, sur l'ensemble de ses obligations supporte le même intérêt que nous pour notre dette post-armistice.

Mais c'est l'accord italien qui a surtout ému une partie de nos concitoyens parce qu'il était affirmé que cet accord concédait des avantages bien supérieurs aux nôtres. Il nous a donc paru utile d'étudier la question de près.

La dette italienne est quatre fois et demie plus élevée que la dette belge, elle atteint environ 2,148,000,000 de dollars. Elle se règle, comme la nôtre, en soixante-deux ans, et, par la réduction des intérêts et l'échelle des paiements, sa valeur actuelle est proportionnellement plus faible que la nôtre. Mais, cette comparaison est boiteuse, car notre dette comprend 55 % de dette d'après-guerre, tandis que presque toute la dette italienne est une dette de guerre. Il faut

donc comparer le régime qui nous a été fait pour notre dette de guerre seule à celui réservé à toute la dette italienne. Et cette comparaison est évidemment à notre avantage, puisque nous n'avons de ce chef à payer aucun intérêt, alors que l'Italie doit en supporter un.

Mais si l'on examine de plus près les conséquences des deux traités, la conclusion paraît plus nette encore.

Établissons, en effet, une comparaison entre l'annuité moyenne à payer par la Belgique et l'Italie; et,

- a) les budgets belge et italien;
- b) les exportations belges et italiennes;
- c) les revenus par tête d'habitant en Belgique et en Italie;
- d) les recettes à attendre du plan Dawes par la Belgique et par l'Italie.

L'annuité moyenne italienne ressort à 40 millions de dollars, en chiffre rond. Elle est le quotient d'une somme de 2,407,000,000 de dollars par le nombre d'années au cours desquelles la dite somme est payée.

L'annuité moyenne belge comprend deux éléments :

- a) 3,000,000 de dollars environ à payer au titre de dette de guerre;
- b) 10,000,000 de dollars environ à payer au titre de dette post-armistice (capital plus les intérêts à 3 1/2 % à partir de 1935).

Il en résulte que si l'on ne tient pas compte de la dette de guerre, l'annuité moyenne belge ressort à 10 millions de dollars environ, tandis que si l'on tient compte de la dette de guerre belge, l'annuité moyenne ressort à 13 millions de dollars.

Il semble logique d'éliminer la dette de guerre belge puisque, aux paiements qui en dérivent correspondent des recettes d'origine allemande. Nous établirons cependant les calculs qui vont suivre dans une double hypothèse :

- a) Annuité comprenant le remboursement de la dette de guerre;
- b) Annuité concernant la dette post-armistice exclusivement.

a) *Comparaison des annuités moyennes sur la base des dépenses budgétaires.* — En tenant compte des dépenses ordinaires et extraordinaires, on voit que l'annuité moyenne belge doit être rapprochée d'un chiffre de 6 milliards 317 millions de francs de dépenses budgétaires et l'annuité moyenne italienne, d'un chiffre correspondant de 18 milliards 880 millions de liras.

Sur ces bases, voici les résultats obtenus :

- 1° Annuité belge pour la dette post-armistice uniquement : 3.5 % des dépenses budgétaires;
- 2° Annuité belge pour l'ensemble des dettes pré- et post-armistice : 4.53 % des dépenses budgétaires;
- 3° Annuité moyenne italienne : 5.31 % des dépenses budgétaires.

b) *Exportations belges et italiennes.* — En ne considérant que les seules exportations de la Belgique et de l'Italie, plutôt que l'ensemble du commerce

extérieur, et au cours moyen du dollar, les exportations belges ont atteint la moyenne mensuelle de 53 millions 677,000 dollars en 1924; les exportations italiennes : 51 millions 991,000 dollars.

Il en résulte : 1° Que l'annuité belge relative à la dette post-armistice uniquement représente 1.55 % des exportations de la Belgique;

2° que l'annuité belge relative à l'ensemble des dettes pré- et post-armistice représente 2.05 % des exportations de la Belgique;

3° que l'annuité italienne représentée 6 35 % de la valeur des exportations italiennes en 1924.

c) *Revenus par tête d'habitant en Belgique et en Italie* (1). — On évalue à 414 dollars le revenu moyen par tête d'habitant en Italie et à 1,400 dollars le revenu moyen par tête d'habitant en Belgique. Le revenu par tête d'habitant serait donc 3 1/2 fois plus élevé en Belgique qu'en Italie.

Rapprochons de ces chiffres la charge moyenne par tête d'habitant des remboursements à faire aux États-Unis.

Ils atteignent :

1° pour la dette belge post-armistice uniquement 1,30 dollar par tête d'habitant;

2° pour l'ensemble des deux dettes belges (pré- et post-armistice) 1,70 dollar par tête d'habitant;

3° pour la dette italienne : 1 dollar par tête d'habitant.

On voit, *a priori*, que la charge est proportionnellement plus lourde pour l'Italie, puisque le rapport des charges en question est inférieur au rapport des revenus par tête d'habitant.

Si nous poussons plus loin nos calculs, nous verrons que la charge des annuités par rapport aux revenus par tête d'habitant atteint :

1° pour la Belgique, sans tenir compte de la dette de guerre : 0.09 %;

2° pour la Belgique, en tenant compte de la dette de guerre : 0.12 %;

3° pour l'Italie : 0.23 %.

d) *Recettes à attendre du plan Dawes par la Belgique et par l'Italie*. — Les approximations établies par la Délégation belge à la Commission des Réparations fixent à 24,3 millions de dollars la part belge sur les annuités Dawes (2), au titre des réparations et des restitutions. Ce chiffre est établi à l'exclusion des frais des armées d'occupation et des versements à faire par l'Allemagne au titre de remboursement de la dette de guerre belge aux États-Unis. La part italienne correspondante ressort à 48,4 millions de dollars.

Sur les recettes en question, la Belgique devra faire le service de sa dette

(1) Nous nous basons ici sur les chiffres de M. Austin, ancien chef de bureau des statistiques du Département du Commerce des États-Unis, chiffres relatifs à 1921.

(2) Nous envisageons l'annuité théorique normale de 2,500,000,000 de marks-or.

post-armistice aux États-Unis, soit environ 10 millions de dollars. L'Italie devra décaisser 40 millions de dollars.

Si nous ramenons ces recettes et dépenses à la base « per capita » nous voyons que le Belge touchera 3,17 dollars et payera 1,30 dollar soit 41 % des versements allemands qu'il recevra à titre de réparations et restitutions. L'Italien, au contraire, touchera 1,21 dollar et paiera 1,01 dollar soit 83,5 %. Le tout, sans compter le remboursement de la dette de guerre par l'Allemagne, bien entendu.

La question du « traitement de la nation la plus favorisée » ne se pose donc point jusqu'à présent. Si elle venait à surgir cependant, nous sommes persuadés que les conditions toutes spéciales dans lesquelles est née et a été consolidée la dette belge vis-à-vis des États-Unis, comme l'effort rapide et loyal qu'a fait la nation belge pour s'acquitter des lourdes charges qu'une guerre souverainement injuste lui a imposées ne manqueraient pas de retenir à nouveau toute l'attention du Gouvernement américain.

Nous en avons pour gage la noble et puissante amitié, dont, aux heures les plus lourdes de notre destinée, il nous a donné d'innombrables preuves et dont rien n'atténuera jamais chez nous le souvenir reconnaissant.

*
* *

Ainsi, l'un après l'autre, les problèmes ardues que la guerre a posés devant les peuples de l'Europe trouvent, tant bien que mal, leur solution. Après la question des réparations et celle de la sécurité occidentale, se poursuit le règlement de celle des dettes interalliées, étape nouvelle sur le chemin malaisé et rude, qui, souhaitons-le ! lentement nous conduira à la paix.

Le projet de ratification de l'accord de Washington a été voté dans toutes les Sections à l'unanimité, moins 2 voix et 14 abstentions. La Commission permanente des Finances vous en propose l'adoption à l'unanimité moins 1 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,
HENRI JASPAR.

Le Président,
ÉM. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst gesloten te Washington den 18^e Augustus 1925 voor de terugbetaling van de schulden van België tegenover de Vereenigde Staten van Amerika ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER JASPAR.

MIJNE HEEREN,

De aankondiging van de op 22 April 1925 geuite vordering van de Regeering der Vereenigde Staten aan de Belgische Regeering, omtrent eene aanstaande regeling of eene consolidatie van de door België aangegane verbintenissen, verwekte hier te lande een hevige ontroering.

Het plotseling aan 't licht komen van een aanzienlijke buitenlandsche schuld waarvan het Land, dacht bevrijd te zijn, het bezwaarlijke uur door den schuldeischer gekozen, dezès bevel om de uitgifte van de leening — waarover met de Amerikaansche bankiers was onderhandeld geworden — te doen afhangen van de zuiver en eenvoudige erkenning van de schuldvordering met belofte dezelve kortelings te consolideeren, inzonderheid het gebrek aan juiste gegevens omtrent het rechtskundig karakter en den onderscheiden aard van de onder teekende verbintenissen, dit alles werkte samen om de openbare denkwijze uit het lood te slaan en de geesten te prikkelen.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 15.

⁽²⁾ De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit :

a) de leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen* : de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hallet, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans.

b) zes leden door de *Afdeelingen* benoemd : de heeren Carton de Wiart, Fieullien, Piérard, Lepage, Jaspar en Hoen.

Ook heeft de Memorie van Toelichting van het Ontwerp er zich terecht op toegelegd het Parlement voor te lichten over de hoofdzakelijke quaesties die er door worden gesteld en, op gevaar af van in herhaling te vervallen, moeten wij daarop nogmaals de aandacht vestigen.

1. Vooreerst, moet men onthouden dat, op een gezamenlijk bedrag van 377,029,742.07 dollar die in hoofdsom worden gevorderd, het grootste gedeelte, of: 205,249,742.07 dollar tot geen het minste bezwaar kan aanleiding geven. Dit gedeelte, inderdaad, vertegenwoordigde ofwel naoorlogsche leeningen waarvan de opbrengst op het actief van de Belgische Begrooting werd gestort, ofwel aankopen van goederen die nog niet betaald waren. Het spreekt van zelf dat België er nooit aan gedacht heeft bezwaar te maken om dergelijke schulden, met inbegrip van de normale interesten, te kwijten, zoomin als het geweigerd heeft de schulden te regelen welke het jegens andere Regeeringen had aangegaan. Voor sommige onder die schulden, overigens, waren de interesten regelmatig betaald en, wat meer is, had de Belgische Regeering zich, op 14 Februari 1919, verbonden, de voorschotten van de Amerikaansche Thesaurie, sedert den wapenstilstand, te delgen op de eerste stortingen door Duitschland gedaan. Het was dus eene blijkbare vergissing van sommigen, van te meenen dat de Amerikaansche vordering heel en gansch betrekking had op de oorlogsleening voorzien bij artikel 232 van het Verdrag van Versailles, wanneer deze laatste nog niet de helft van deze vordering bereikte.

2. Anderzijds, waren beide schuldvorderingen, van vóór en van ná den wapenstilstand, vertegenwoordigd door bons, onderschreven door de Belgische Regeering ten bate van de Amerikaansche Thesaurie, betaalbaar op zicht en interest dragende. Deze bons maken een gansch normaal schuldbewijs van eene en andere leening uit en hunne aflevering, evenals hunne bewaring door de Vereenigde Staten, verzekerden daaraan een regelmatigigen titel. In geval van goedkeuring van de onderhavige overeenkomst, zal deze titel vervangen worden door nieuwe bons die met deze bedingen zullen strooken.

3. Het is niet zonder nut er aan te herinneren dat, in de Belgische oorlogsschuld, het Amerikaansch aandeel op verre na het minst aanzienlijke is. Bij den wapenstilstand, omvatte deze schuld nagenoeg de volgende posten :

België was schuldig :

Aan Frankrijk	534,610,000 dollar.
Aan Groot-Brittannië	422,269,000 id.
Aan de Vereenigde-Staten	171,780,000 id.
TE ZAMEN.	1,128,659,000 dollar

(hetgeen, berekend aan huidige Belgische franken, zou uitmaken : 24 milliard, 839,498,000 frank).

In uitvoering van de op 16 Juni 1919, te Parijs, geteekende verbintenis, door de heeren Clémenceau, Lloyd George en President Wilson, werd ons van deze

som kwijtescholden : 956,879,000 dollar (of 21 milliard 051,338,000 frank); Frankrijk en Groot-Brittannië hadden ons daarvan kwijting afgeleverd, mits zij dezelve op Duitschland mochten verhalen.

Hieromtrent, behoort het, eens te meer, hulde te brengen aan onze trouwe vrienden en geallieerden die zoo nauwgezet de door hunne gevolmachtigden jegens ons aangegane verbintenis hebben vervuld.

Daaruit volgt dat, op een gezamenlijke oorlogsschuld van ongeveer 24,840,000 frank, alleen het kleinste gedeelte : 171,780,000 dollar of 3,779,160,000 frank, dit is minder dat het zesde van ons werd geëischt.

Bovendien, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, vermindert het accoord van Washington, door het verleen van lange betalingstermijnen zonder interest, deze som tot eene huidige waarde van 48,500,000 dollar of 1,067,000,000 frank.

In 't kort dus, van zijn oorlogsschuld van 24,840,000,000 frank ongeveer, moet België in laatste ontleding betalen : 1 milliard 67 miljoen frank, met dien verstande evenwel dat het deze som kan navorderen ten laste van Duitschland in uitvoering van het Dawes-plan.

4. De regeling van de Amerikaansche schuld was onontbeerlijk. Het vraagstuk van de geallieerde schulden drukt sedert den oorlog op allen. Het verhindert de herstelling van normale economische betrekkingen tusschen de volkeren, het vertraagt dienvolgens het weder opknappen van de werel den belemmert grootendeels de fiskale gezondmaking van de landen die daartoe nog niet zijn overgegaan. Voor ons moest deze regeling natuurlijk aan alle politiek van muntsaneering voorafgaan, daar eene dergelijke saneering niet denkbaar is zonder de consolidatie van de zware buitenlandsche schuld die elk oogenblik kon geëischt worden.

Na deze voorafgaande vier aanmerkingen, moeten wij onderzoeken of de voorwaarden van dit accoord, op 18 Augustus te Washington gesloten, bevredigend zijn.

*
*
*

In dit opzicht moeten wij een onderscheid maken tusschen de naoorlogsche schuld en de andere.

I. — *Naoorlogsche schuld.*

Over dit punt, t. t. z. over meer dan de helft (55 t. h.) van de geheele schuld, is geen twijfel mogelijk.

1° De verbintenissen door ons tegenover de Vereenigde Staten aangegaan sedert den wapenstilstand werden aanzienlijk verminderd door de kwijteschelding van de achterstallige interesten en de vermindering der interesten voor de toekomst.

Deze verbintenissen omvatten een interest van 5 t. h. Voor de achterstallige interesten wordt die gebracht op 4 $\frac{1}{4}$ t. h. van af 15 Mei 1919 tot 15 December 1922 en op 3 t. h. van 15 December 1922 tot 15 Juni 1925, dus eene vermindering van 16 miljoen dollar, of 352 miljoen frank.

Voor de toekomst, wordt de interest van 5 t. h., die op onze huidige

bons is geschreven, verminderd tot op een gemiddeld cijfer van 1.35 t. h. gedurende tien jaar, dus eene vermindering van 40 miljoen dollar of 880 miljoen frank. Van af het elfde jaar wordt de interest 3 1/2 t. h.

Kortom, het accoord vermindert onze onbewiste en onbetwistbare na-oorlogse schuld met 56 million dollar of 1 milliard 232 miljoen frank.

Het geheele bedrag van deze schuld, kapitaal en interest samen, wordt aldus verminderd tot 246 miljoen dollar.

Men moet niet uit het oog verliezen dat deze verminderingen van interest, de verminderingen toegelaten door de beslissingen van het Amerikaansch Congres van 9 Februari 1922 en 28 Februari 1923 overschrijden ;

2° Deze som is betaalbaar in 62 jaar, van af 15 Juni 1926, volgens eene progressieve schaal, zoodanig dat de hoogste annuïteiten het laatst moeten betaald worden ; de eerste bedraagt 1,100,000 dollar, de laatste (vervallende in 1987) 9,600,000 dollar.

De bepaalde termijn komt overeen met deze van de overeenkomst gesloten op 18 Juni 1923 door de Amerikaansche Regeering met Groot Brittanië en ook met Polen, Finland, Litauen en Hongarije, vóór ons eigen accoord. De klimming van de annuïteiten heeft voor gevolg het zwaarste deel van den last te brengen na het tijdperk dat noodig geoordeeld wordt voor ons geheel herstel.

3° De Regeering van de Vereenigde Staten heeft afgezien van het voorrecht dat zij had op de Belgische prioriteit, van welk voorrecht zij trouwens sedert 1919 nooit gebruik heeft gemaakt.

Er dient ten slotte op gewezen dat, krachtens den tekst van artikel 2 van de overeenkomst, de betalingen die vervallen op de hoofdsom na 15 Juni 1923, onder sommige voorwaarden ten hoogste twee jaar kunnen verschoven worden, en dat België gemachtigd is vóór den termijn te betalen.

Deze voorwaarden van terugbetaling waren de voordeeligste die de Amerikaansche Regeering aan zijne schuldenaars heeft toegestaan vóór 18 Augustus 1925. Zij schijnen ons bevredigend.

II. — Oorlogsschuld.

Het accoord bepaalt het bedrag daarvan op 174,780,000 dollar op 15 April 1919. In dit cijfer zijn de interesten begrepen, op dien datum vervallen.

De Memorie van Toelichting wijst er terecht op dat deze interesten, volgens overeenkomst bepaald op 5 t. h., van 15 Juni 1919 tot 15 Juni 1925, 50 miljoen dollar vertegenwoordigen waarvan de Amerikaansche Regeering heeft afgezien. Zij heeft eveneens afgezien van allen interest voor de toekomst, wat de vermindering, met inachtneming van de schaal der betalingen, brengt op 123,000,000 dollar of 17.7 t. h.

De geheele schuld wordt aldus gebracht van 174,780,000 dollar op 48,500,000 dollar, of in Belgische franken van 3,779,160,000 frank op 1,067,000,000 frank.

Maar hoe belangrijk deze vermindering ook zij, het cijfer blijft hoog, vooral voor een schuldenaar waaraan alles liet verhoplen dat hem niets meer uit dien hoofde

zou worden gevraagd. De voorwaarden onder dewelke België het Verdrag van Versailles teekende, de verbintenis door President Wilson aangegaan op 16 Juni 1919, de gevoelens van het Amerikaanse volk tegenover het Belgische volk gedurende en na den oorlog, hadden dit laatste in de vaste overtuiging gebracht dat zijne overzeesche vrienden te zijnen opzichte dezelfde houding zouden aannemen als Frankrijk en Engeland; deze laatste echter, vergeten wij dat niet, waren de waarborgen van de onzijdigheid die zij België in 1839 hadden opgelegd en van de onschendbaarheid van zijn grondgebied, verplichtingen welke op de Vereenigde Staten nooit hebben gerust.

Maar de ontkenning door het Amerikaansch Congres van President Wilson's woord, het niet bekrachtigen van het Verdrag van Versailles en van de overeenkomsten daarmede samengaand, de oprichting op 9 Februari 1922 van de « World War Foreign Debt Commission », eindelijk ten slotte, de onophoudelijke druk van de openbare meening van Amerika, in zake de intergeallieerde schulden, maakten het hoe langer hoe zekerder dat het onmogelijk zou wezen voor de Regeering van de Vereenigde Staten geheele kwijtschelding toe te staan.

Men mag ten aanzien van de oorlogsschuld het volgende niet uit het oog verliezen :

1^o De brief van 16 Juni 1919 vermeldt het volgende : « Elk der onderteeke-
naars zal bij het bevoegd organisme zijner Regeering aanbevelen dat, na afgifte
dezer (door Duitschland te onderteekenen) bons aan de Herstelcommissie, deze
Regeering van deze bons een deel aanvaart overeenkomende met de sommen
haar door België sedert den oorlog ontleend, dit tot 11 November 1918, met
inbegrip van den interest dezer bedragen tegen 5 %, tenzij deze interest er reeds
in begrepen is tot naleving door België van de verbintenissen door deze leeningen
aangegaan, daar deze verplichtingen daardoor vernietigd zijn. »

Zooals men ziet, verbonden zich de onderteekenaars tot « het aanbevelen » bij
hunne Regeering, van de aanneming — tot betaling der verbintenissen door
België aangegaan — van bons, van hetzelfde bedrag, door Duitschland onder-
schreven.

2^o Bij toepassing van artikel 4 van de overeenkomst betreffende de verdeling
der annuïteiten van het Dawes-plan, te Parijs onderteekend op 14 Januari 1925
door de vertegenwoordigers der Regeeringen van België, Groot-Brittannië,
Frankrijk, de Vereenigde Staten van Amerika, Italië, Japan, Brazilië, Grieken-
land, Polen, Portugal, Roemenië, moet Duitschland buiten de sommen voor
het herstel, ons sommen betalen die wij zelf aan de Vereenigde Staten ver-
schuldigd zijn. De eerste jaarlijksche storting geschiedde op regelmatige wijze
in 1925.

Zooals de Memorie van Toelichting het zegt, bedragen de betalingen aan de
Vereenigde Staten verschuldigd, minder dan de sommen voorzien bij voormeld
artikel 4, en dit voor den geheelen duur van de overeenkomst van Washington.
De Deutsche verbintenissen beloopt inderdaad, 1,378,000 dollar in 1926,
1,589,000 dollar in 1927, 2,553,000 dollar in 1928, 3,323,000 dollar in 1929
en de volgende jaren; volgens de overeenkomst van Washington, bedragen de
door België aan de Vereenigde Staten verschuldigde annuïteiten uit hoofde der
oorlogsschuld, 1,000,000 dollar in 1926 en 1927, 1,250,000 dollar in 1928,

1,750,000 dollar in 1929, 2,250,000 dollar in 1930, 2,750,000 dollar in 1931, 2,900,000 dollar in 1932 en volgende jaren.

Zoo dus Duitschland getrouw het Dawes-plan uitvoert, zal de overeenkomst van Washington ons in niet in een slechteren toestand brengen dan dien welke ons door den brief van 16 Juni 1919 was toegezegd geworden.

Zeker gaf ons de brief van 16 Juni 1919 het voordeel der geheele kwijtschelding, terwijl het accoord van 18 Augustus 1925 ons in onzen toestand van schuldenaars laat en wij het gevaar loopen dat Duitschland niet kan of niet wil betalen. Te dien aanzien ware het gelukkig en rechtvaardig geweest zoo het accoord, in het vooruitzicht van deze mogelijkheid, op uitdrukkelijke wijze zou bepaald hebben dat in dit geval tot herziening zou overgegaan worden. Nochtans mag men niet uit het oog verliezen dat het Amerikaansche memorandum van 31 Mei 1925, den fiskalen en economischen toestand van België als een factor van belang aanziet en dat de Amerikaansche Regeering nooit ophield te zeggen dat zij met hare schuldenaars afzonderlijk wenschte te onderhandelen, omdat zij in elk geval wilde steunen op hunne mogelijkheden. De secretaris der Schatkist, de heer Mellon, heeft het onlangs nog herhaald in het verslag dat hij aan de Commissie der Financiën van de Kamer der Volksvertegenwoordigers voorgelegd heeft, betreffende de schikkingen over de intergeallieerde schulden. Anderzijds mag men er niet aan twifelen dat de « aanbevelingen » voorzien in den brief van 16 Juni 1919, een ernstigen zedelijken invloed hadden op de onderhandelingen aangaande de verëffening van de oorlogsschuld. Zoo Duitschland dus het Dawes-plan eens niet moest naleven, dan zou de economische toestand van België daardoor groote wijzigingen ondergaan en zou de herziening van het accoord van Washington natuurlijk moeten volgen. Daarbij zou de niet-naleving zulke verwarring in de wereld veroorzaken en zoo'n diepen economischen en politieken terugslag doen gevoelen, dat alle overeenkomsten betreffende de intergeallieerde schulden en veel andere nog belangrijker verdragen, noodzakelijkerwijs opnieuw te berde zouden gebracht worden.

3° Men is van meening geweest dat de Overeenkomst van Parijs, van 14 Januari 1925, den toestand van België ten aanzien van de Vereenigde Staten gewijzigd had. Men heeft doen opmerken dat de Vereenigde Staten niet als partij optraden in het Londensch Verdrag dat op 30 Augustus 1924, het Dawes-plan bekrachtigde. Zij waren echter officieel vertegenwoordigd te Parijs in 1925. Bij artikel 4 van dit accoord dat het lot van de Belgische Schuld regelt, wordt voorzien dat een deel der Duitse annuïteiten, uit dien hoofde aan de Vereenigde Staten zal toekomen; dus, besloot men, hebben dezen de schuldvernieuwing aangenomen.

Deze redeneering is strijdig met den duidelijken tekst van bedoeld artikel 4. Dit artikel bepaalt inderdaad dat, van 1 September 1926 af, 5 t. h. der in den loop van een of ander jaar beschikbare sommen, na afhouding van eene reeks prioriteiten, zal aangewend worden tot terugbetaling van de Belgische oorlogsschuld en verdeeld onder de betrokken Mogendheden, naar verhouding van hetgeen hun verschuldigd is. In afwachting van een definitieve afrekening, voegt hij er bij, zal Frankrijk 46 t. h., Groot-Brittannië 42 t. h. en België (uit hoofde zijner schuld jegens de Vereenigde Staten) 12 t. h. ontvangen. Deze bewoordingen beves-

tigen den eisch van de Vereenigde Staten in plaats van hem te logenstraffen, vermits er onder verstaan wordt dat de oorlogsschuld van België ten aanzien van de Vereenigde Staten blijft voortbestaan.

* * *

Vóór het accoord van Washington, beliepen onze gezamenlijke verplichtingen — oorlogs- en naoorlogsche schulden inbegrepen — 484 millioen dollar tegen \$ t. h., onmiddellijk invorderbaar; na het accoord zijn zij verminderd op 193 millioen dollar (actueele waarde) en zal de betaling over 62 jaar verdeeld worden.

In de voorwaarden waarin onze onderhandelaars, de heeren Cattier, Francqui en Theunis, alsook hunne medewerkers, zich bevonden, is de bekomen uitslag een aanzienlijk succes; de Commissie heeft ze eensgezind bedankt en wenschte hun geluk voor hunne aanhoudende inspanningen en hun vaderlandslievenden opofferingsgeest.

* * *

Legt, nochtans de bekomen uitslag aan het land niet, een te zwaren last op, bijzonder wat betreft de overdrachten op het buitenland te bewerken? De Memorie van Toelichting, medeonderteevend door den Minister van Financiën, geeft hierop een ontkennend antwoord.

Voor het jaar 1925, zegt hij, zal geen enkele nieuwe begrootingslast voortvloeien uit het Accord van Washington, zooals door de stortingstabel is vastgesteld.

* * *

In 1926 zal er een te kort zijn van 125,030 dollar, in 1927 van 646,230 dollar, en in 1928 zal er een overschot zijn. Te rekenen van 1931 krijgen de te vinden sommen meer belangrijkheid en wel tot het veertiende jaar, van af welken datum de beschikbare sommen zullen volstaan. Gedurende zeven jaren dus, van 1931 tot en met 1938, zal men de middelen moeten vinden om op de Buitenlandsche Begrooting de overdracht te brengen van eene annuïteit die schommelt tusschen 1,230,570 en 4,000,000 dollar. Wanneer men zich aan deze cijfers houdt, dan schijnt het accoord niet van aard te zijn om door middel van de sommen, welke wij op de Buitenlandsche Begrooting moeten storten, eene al te groote storting in onze rekening-balans te brengen.

* * *

Ten slotte, heeft men zich afgevraagd of wij geen ongelijk hadden vóór de anderen in onderhandeling te treden; of België, zoo het na dezen kwam, geene grootere voordeelen zou bekomen hebben; en of de vrees een al te mild voorgaande te stellen, de Amerikaansche onderhandelaars niet tegengehouden heeft in hunne toegevingen. Men heeft er zelfs aan toegevoegd, dat sedert onze Overeenkomst werd gesloten, eene andere mogelijkheid eene betere behandeling dan wij had bekomen.

Deze opmerking schijnt van gronden ontbloomt.

Wij meenen dat de Belgische Regeering, die trouwens de keuze niet had al dan niet te wachten, wel gedaan heeft met de oplossing niet uit te stellen. De spoed waarmede de Regeering gehandeld heeft, is haar ten goede gekomen. 's Lands crediet, dat zoo noodzakelijk was aan ons financieel herstel, was er mede gediend en dit is een factor waarvan het belang niet genoeg kan worden gewaardeerd.

Vergelijkt men anderzijds onze overeenkomst met de andere, die sedertdien werden gesloten, dan stelt men het volgende vast :

Twée landen hebben, sedert Augustus 1925, het vraagstuk van hunne schuld met de Vereenigde Staten geregeld, namelijk Roemenië en Italië.

Het Roemeensch accoord is nagemaakt op het Engelsch plan en dat bewijst ten overvloede dat de voorwaarden er van minder gunstig zijn dan de onze. Overigens, de Roemeensche schuld bedroeg slechts 36 millioen dollar, t. t. z. minder dan het tiende van onze schuld; en 65 t. h. er van was oorlogsschuld (bij ons 45 t. h.). En terwijl wij geene rente betalen voor onze oorlogsschuld, draagt Roemenië voor het geheel van zijne verplichtingen denzelfden interest dien wij betalen voor onze naoorloggsche schuld.

Doch vooral het Italiaansch accoord heeft tal onzer medeburgers ontroerd, omdat men beweerde dat deze overeenkomst veel grootere voordeelen huldigde dan het onze. Wij willen dus dit vraagstuk van dichterbij onderzoeken.

De Italiaansche schuld is vier en half maal zoo groot als de Belgische schuld en bedraagt ongeveer 2,448,000,000 dollar. Die schuld wordt, zooals de onze, vereffend na 62 jaar en, dank zij de vermindering van den interest en de schaal der betalingen, is hare tegenwoordige waarde in verhouding minder aanzienlijk dan de onze. Deze vergelijking gaat echter mank; immers onze schuld bevat 55 t. h. naoorloggsche schuld, terwijl schier gansch de Italiaansche schuld eene oorlogsschuld is. Men moet dus de vergelijking maken tusschen de regeling die men ons heeft opgelegd enkel voor onze oorlogsschuld en de regeling waarmede gansch de Italiaansche schuld werd getroffen. En deze vergelijking is klaarblijkend in ons voordeel, vermits wij uit dien hoofde geen renten hoegenaamd moeten betalen, en Italië wel.

Onderzocht men echter meer van nabij de gevolgen der beide overeenkomsten, dan komt het besluit nog klaarder uit.

Laten wij inderdaad de vergelijking maken tusschen, eenerzijds, de gemiddelde annuïteit door België en Italië te betalen en, anderzijds :

- a) De Belgische en de Italiaansche Begrootingen;
- b) Den Belgischen en den Italiaanschen uitvoer;
- c) De inkomsten per inwoner in België en in Italië;
- d) De sommen welke België en die welke Italie van het Dawes-plan te verwachten heeft.

De gemiddelde Italiaansche annuïteit bedraagt in afgerond cijfer 40 millioen dollar. Zij is het quotiënt van eene som van 2,407,000,000 dollar gedeeld door het getal jaren binnen hetwelk bedoelde som moet vereffend zijn.

De gemiddelde Belgische annuïteit bevat twee bestanddeelen :

- a) ongeveer 3,000,000 dollar te betalen op den titel oorlogsschuld;
- b) ongeveer 10,000,000 dollar te betalen op den titel « na-oorlogsche schuld » (kapitaal plus de renten 3 $\frac{1}{2}$ t. h. van af 1935).

Daaruit blijkt dat, zoo men geen rekening houdt met de oorlogsschuld, de gemiddelde Belgische annuïteit kan geraamd worden op ongeveer 10 miljoen dollar; houdt men echter rekening met de Belgische oorlogsschuld, dan bedraagt de gemiddelde annuïteit 13 miljoen dollar.

Logischerwijs schijnt men de Belgische oorlogsschuld te moeten uitschakelen vermits de betalingen, die er het gevolg van zijn, moeten gedekt worden door ontvangsten van Duitse herkomst. Niettemin zullen wij de volgende berekeningen naar eene dubbele onderstelling opmaken :

- a) annuïteit met inbegrip van de terugbetaling der oorlogsschuld;
- b) annuïteit enkel betreffende de naoorlogsche schuld.

a) *Vergelijking der gemiddelde annuïteiten op grondslag der begrootingsuitgaven.* — In acht genomen de gewone en de buitengewone uitgaven, bevindt men dat de gemiddelde Belgische annuïteit 6 milliard 317 miljoen frank van de begrootingsuitgaven nabij komt, en de gemiddelde Italiaansche annuïteit 18 milliard 880 miljoen lira.

En het gevolg daarvan is :

1^o Belgische annuïteit enkel voor de naoorlogsche schuld : 3.5 t. h. van de begrootingsuitgaven;

2^o Belgische annuïteit voor geheel de schuld, vóór en na den wapenstilstand aangegaan : 4.53 t. h. van de begrootingsuitgaven;

3^o Gemiddelde Italiaansche annuïteit : 5.31 t. h. van de begrootingsuitgaven.

b) *Belgische en Italiaansche uitvoer.* — Slechts in acht genomen den Belgischen en den Italiaanschen uitvoer, veeleer dan den buitenlandschen handel in zijn geheel genomen, en wel tegen den gemiddelden koers van den dollar, dan bereikt de Belgische uitvoer gemiddeld per maand, in 1924, de som van 53,677,000 dollar; de Italiaansche uitvoer, 51,991,000 dollar.

Daaruit blijkt : 1^o dan de Belgische annuïteit enkel betreffende de naoorlogsche schuld 1.55 t. h. vertegenwoordigt van den Belgischen uitvoer;

2^o Dat de Belgische annuïteit betreffende gansch de schuld (die vóór en die na den wapenstilstand aangegaan) 2.05 t. h. vertegenwoordigt van den Belgischen uitvoer;

3^o Dat de Italiaansche annuïteit 6.35 t. h. vertegenwoordigt van de waarde van den Italiaanschen uitvoer in 1924.

c) *Inkomen per inwoner in België en in Italië.* — Men schat op 414 dollar het gemiddeld inkomen per inwoner in Italië en op 1,400 dollar het gemiddeld inkomen per inwoner in België. Het inkomen per inwoner zou dus 3 $\frac{1}{2}$ maal hooger zijn in België dan in Italië.

Plaatsen wij naast deze cijfers den gemiddelden last per inwoner van de opgelegde terugbetalingen aan de Vereenigde Staten.

Zij bereiken :

1^o Voor de Belgische schuld van alleen na den wapenstilstand 1.30 dollar per inwoner;

2^o Voor de twee Belgische schulden samen (na en vóór den wapenstilstand) 1.70 dollar per inwoner;

3^o Voor de Italiaansche schuld : 1 dollar per inwoner.

Men ziet, *a priori*, dat de last in verhouding zwaarder is voor Italië, vermits de verhouding van de lasten in kwestie lager is dan de verhouding van het inkomen per inwoner.

Drijven wij onze berekening verder, dan zien wij dat de last van de annuïteiten in verhouding tot het inkomen per inwoner is :

1^o Voor België, zonder rekening te houden met de oorlogsschuld : 0.09 t. h.

2^o Voor België, rekening houdend met de oorlogsschuld : 0.12 t. h.

3^o Voor Italië : 0.23 t. h.

d) *Ontvangsten welke het Dawes-plan aan België en Italië kan opleveren.* — De ramingen opgemaakt door de Belgische Delegatie bij de Herstelcommissie, bepalen op 24.3 millioen dollar België's aandeel op de Dawes-annuïteiten ⁽¹⁾ ten titel van herstel en uitkeering. Dit bedrag werd vastgesteld bij uitsluiting van de kosten der bezettingslegers en van de door Duitschland te doene stortingen ten titel van terugbetaling der Belgische oorlogsschade aan de Vereenigde Staten. Het overeenstemmend Italiaansch aandeel bereikt 48.1 millioen dollar.

Op bedoelde ontvangsten, moet België, voor zijne naoorlogsche schuld aan de Vereenigde Staten, ongeveer 10 millioen dollar uitkeeren. Italië 40 millioen dollar.

Indien wij deze ontvangsten en uitgaven herleiden tot den grondslag « per capita », zien wij dat de Belg 3.17 dollar zal ontvangen en 1.30 dollar zal betalen, of 41 t. h. van de Deutsche stortingen welke hij zal ontvangen ten titel van wedergave. De Italiaan, daarentegen, zal 1.21 dollar ontvangen en 1.04 dollar betalen, of 83,5 t. h. Dit alles ongerekend de terugbetaling van de oorlogsschade door Duitschland, wel te verstaan.

De quëstie van de behandeling als « meest begunstigde natie » werd tot nog toe dus niet gesteld.

Kwam zij echter gesteld te worden, dan zijn wij overtuigd dat de gansch bijzondere omstandigheden waarin de Belgische schuld jegens de Vereenigde Staten is ontstaan en geconsolideerd geworden, evenals de spoedige en eerlijke poging welke de Belgische Natie heeft gedaan om zich te kwijten van de zware lasten die een hoogst onrechtvaardige oorlog haar heeft opgelegd, niet zouden nalaten opnieuw de aandacht van de Amerikaansche Regeering op te wekken.

Als waarborg daarvan, hebben wij de edele en sterke vriendschap waarvan zij ons, in de meest benarde uren van ons bestaan ontelbare bewijzen heeft gegeven en die bij ons nooit uit de dankbare herinnering zullen verdwijnen.

(1) Wij bedoelen de theoretische normale annuïteit van 2,500,000 goud-mark.

* *

Alzoo vinden, achtereenvolgens, al de moeilijke vraagstukken welke de oorlog voor de Europeesche volken heeft doen rijzen, goedschiks-kwaadschiks hunne oplossing. Na de quaestie van herstel en die van de veiligheid in het Westen, wordt de regeling van de intergeallieerde schulden nagestreefd, een nieuwe stap op den hobbeligen en ruwen weg, die — laten wij het hopen — ons langzamerhand naar den vrede leidt.

* *

Het ontwerp tot goedkeuring van de overeenkomst van Washington werd in al de Afdeelingen met eenparigheid, min 2 stemmen en 14 onthoudingen, aangenomen. De Bestendige Commissie voor de Financiën stelt u voor, met eenparigheid min 1 stem en 1 onthouding, dezelve aan te nemen.

De Verslaggever,

HENRI JASPAR.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.
